

①

ORDINARY PRINTED.

G.O., No 435

Dated 6th July 1895

INDEXED.

[Despatch Abstract.]

CONVENTIONS

Accepting the arrangement proposed by the Governor of the French Settlements in India regarding the signing of -- entered between the French and the English authorities in irrigation matters.

2
435

Govt. of {1895} Madras.
POLITICAL.

Issued

Recd.

Encl.

G.O., 6th July 1895, No. 435.

JULY.

Conventions.

Accepting the arrangement proposed by the Governor of the French Settlements in India regarding the signing of — entered into between the French and the English authorities in Irrigation matters.



No.	Department.	Date.	G.O.	No.

FURTHER PAPERS.

No.	Department.	Date.	G.O.	No.	D.

மாண்புமிகு பிரதி-1

செய்தியுள்ள செய்தி
செய்தியுள்ள செய்தி
செய்தியுள்ள செய்தி

26/11/08

செய்தியுள்ள செய்தி
செய்தியுள்ள செய்தி
செய்தியுள்ள செய்தி

26/11/08
செய்தியுள்ள செய்தி
செய்தியுள்ள செய்தி

26/11/08
செய்தியுள்ள செய்தி
செய்தியுள்ள செய்தி

GOVERNMENT OF MADRAS.
POLITICAL DEPARTMENT.

READ—the following paper:—

From A. E. CASTLESTUART STUART, Esq., Acting Special Agent, South Arcot, to the Chief Secretary to Government, dated Cuddalore, 5th June 1895, No. 318.

I have the honour to submit copy of letter, No. 135, dated 29th May 1895, from His Excellency the Governor of the French Settlements in India, relative to conventions entered into between the French and the English authorities in irrigation matters and to request that Government will be pleased to favour me with its early instructions in the matter therein dealt with.

2. The practice now obtaining with regard to the execution of these documents is that conventions of minor importance are signed by His Excellency the Governor of French India on the one part and the Collector and Special Agent of South Arcot on the other part as contracting parties. Important conventions are submitted to Government for ratification. His Excellency the French Governor in the letter under reference enquires whether the Director of the Interior may not, for the reasons set forth by His Excellency, be the delegate of the French Governor in the matter of signing conventions of an ordinary nature—only the important conventions being submitted to their Excellencies the respective Governors for sanction.

3. I beg to be informed whether the arrangement proposed by the French Government may be accepted. It appears to be reasonable, having regard to the arguments advanced by His Excellency.

ENCLOSURE.

From His Excellency Monsieur CLEMENT-THOMAS, Governor of the French Settlements in India, to the Collector of South Arcot, dated Pondicherry, 29th May 1895, No. 135.

Le règlement des contestations qui s'élèvent, en matière d'irrigation, entre les cultivateurs Anglais et Français, fait l'objet, comme vous le savez, de conventions conclues entre les deux Gouvernements. Ces conventions dont les bases sont arrêtées, après examen sur les lieux, de l'objet du litige, et discussion contradictoire, par des ingénieurs délégués par les deux administrations, et dont les effets se traduisent généralement par des travaux à exécuter de part et d'autre, sont aujourd'hui signées, d'une part par le Collecteur du South Arcot, et de l'autre par le Gouverneur des Etablissements Français de l'Inde, tous les deux intervenant dans les susdits actes comme parties contractantes et comme représentants attitrés de leurs Gouvernements respectifs.

Cette manière de procéder a pour résultat, du moins en ce qui concerne notre Administration, de soustraire ces sortes d'arrangements à l'action immédiate et directe du Directeur de l'Intérieur, qui aux termes des décrets constitutifs est toujours appelé à représenter la colonie, surtout lorsqu'il s'agit d'engager les fonds du budget local.

Je me demande si, pour nous conformer aux principes qui régissent notre constitution, il n'y aurait pas lieu de faire intervenir, comme partie contractante, le Directeur de l'Intérieur et de lui faire signer, en cette qualité, les dites conventions des que vous les auriez revêtues de votre signature.

Dans le cas où ces actes auront pour but de régler certaines questions importantes, et dans ce cas seulement et sur la demande expresse des parties, les stipulations convenues comme il est dit plus haut, pourraient être soumises à ma ratification comme à celle de S.E. le Gouverneur de Madras.

6TH JULY 1895, No. 435, POLITICAL.

L'adoption de cette mesure, tout en assurant aux chefs des deux colonies plus de liberté d'action, en n'imposant leur intervention directe que dans des questions qui présentent une réelle importance, constituerait une nouvelle garantie en cas de contestation ou d'inexécution des clauses convenues, en permettant aux parties de recourir à leur autorité pour trancher le différend. Elle aurait en outre pour résultat de maintenir au Gouverneur des Etablissements Français de l'Inde le rôle prépondérant qui lui est dévolu dans l'administration intérieure du pays, tant en attribuant au Directeur de l'Intérieur l'initiative et la responsabilité des mesures arrêtées.

En résumé, le Directeur de l'Intérieur sera le délégué du Gouverneur Français pour ces conventions, comme le Collecteur est le délégué du Gouverneur de Madras, et la sanction des deux Gouverneurs respectifs ne sera exigée que pour des affaires importantes.

J'ai l'honneur de vous prier, Monsieur le Collecteur, de vouloir bien me faire savoir si vous verriez des objections à adopter ces dispositions pour les conventions actuellement pendantes et pour celles à venir.

No. 1351.

Transferred to the Public Works Department, Irrigation Branch.

OOTACAMUND,
11th June 1895.(Signed) J. F. PRICE,
Chief Secretary.

No. 108-I.

Submitted to Government.

2. The grounds upon which the Governor of the French Settlements in India bases the proposed modification of procedure in the settlement of disputes arising regarding irrigation matters, and the signing of the conventions relative thereto, appear reasonable, and his suggestions may therefore be adopted.

OOTACAMUND,
12th June 1895.(Signed) R. R. E. DRAKE-BROCKMAN, Col., R.E.,
Chief Engineer for Irrigation.

To the Joint Secretary to Govt., P.W.D. (Irrigation Branch).

No. 462.

Transferred to the Political Department.

OOTACAMUND,
28th June 1895.(Signed) R. R. E. DRAKE-BROCKMAN, Col., R.E.,
Jt. Secy. to Govt., P.W.D., Irrign. Branch.

ORDER—dated 6th July 1895, No. 435, Political.

The arrangement proposed by His Excellency the Governor of the French Settlements in India may be accepted.

(True Extract.)

Chief Secretary.

To the Special Agent, South Arcot.
" Public Works Department (Irrigation Branch).

Exd. A. Raiff.

CURRENT No.

To be registered

5-84
2x35

Indt No. 1351

Transferred to the Public Works
Department, Irrigation Branch.Redmond
Chief SecretaryOOTACAMUND
11th June 1895

L

The Public Works Dept.
Irrig Branch.

CURRENT No. 774

1895. Political
Department.From
The
Special Agent
South Arcot.The Chief Secretary
to Government,
Madras.Dated
Received
5-4 } June 1895

No. 318

ENCLOSURE, one

Subject.

CHIEF SECRETARY
10 JUN 1895
GOVERNMENT OF MADRAS

Submitting copy
of letter from the
Govt: re Conventions
entered into in irrigation
matters and requesting
early instructions
regarding the matter
therein dealt with.

No: 135.

Pondichery le 29 mai 1875

République Française
Liberté. Égalité. Fraternité.

Monsieur Clément Thomas,
Gouverneur des Établissements
Français dans l'Inde,

Monsieur le Collecteur de la Division
du South Arcak, Cuddalore.

Monsieur le Collecteur,

Le Règlement des contestations
qui s'élèvent, en matière d'irrigation,
entre les Cultivateurs anglais et français
fait l'objet, comme vous le savez,
de conventions conclues entre les
deux Gouvernements. Ces conventions
dont les bases sont arrêtées, après
examen, sur les lieux, de l'objet
du litige, et discussion contradictoire,
par des Ingénieurs délégués
par les deux administrations et
dont les effets se traduisent généra-
ment par des travaux à exécuter
de part et d'autre, sont aujourd'hui
signées, d'une part, par le Collecteur
du South Arcak et de l'autre, par
le Gouverneur des Établissements
Français de l'Inde, tous les deux
intervenant dans les susdits actes

comme

comme parties contractantes et comme
représentants attribues de leurs
Gouvernements respectifs.

Cette manière de procéder
a pour résultat, du moins en ce
qui concerne notre administration
de Loustraire les Soles d'arrange-
ments à l'action immédiate
et directe du Directeur de l'Intérieur,
qui aux termes des dits Constitutifs,
est toujours appelé à représenter
la Colonie, surtout lorsqu'il s'agit
d'engager les fonds du budget local.

Je me demande si, pour nous
conformer aux principes qui
régissent notre Constitution, il
n'y aurait pas lieu de faire inter-
venir, comme partie contractante,
le Directeur de l'Intérieur, et de lui
faire signer, en cette qualité, les
dites Conventions, des que vous les
auriez revêtues de votre signature.

Dans le cas où ces actes
auraient pour but de régler certaines
questions importantes, et dans ce
cas seulement, et par la demande
expresse des parties, les stipulations
convenues comme il est dit plus
haut, pourraient être soumises
à ma ratification comme à celle
de S. Exc. le Gouverneur de Madras.

L'adoption de cette mesure
tout en assurant aux chefs des

deux

deux Colonies plus de sécurité
d'action, en n'imposant leur inter-
vention directe que dans des
questions qui présentent une
réelle importance constituerait
une nouvelle garantie en cas de
Contestation ou d'inexécution
des clauses convenues, en permettant
aux parties de recourir à leur
autorité pour trancher le différend.
Elle aurait en outre pour résultat
de maintenir aux Gouverneurs des
Etablissements Français de l'Inde
le rôle prépondérant qui lui est
dévolu dans l'administration
intérieure du pays, tant en attribuant
au Directeur de l'Intérieur l'ini-
tiative et la responsabilité des
mesures arrêtées.

En résumé, le Directeur de
l'Intérieur sera le délégué du
Gouverneur Français pour ces
Conventions, comme le Collecteur
est le délégué du Gouverneur
de Madras et la sanction des
deux Gouverneurs respectifs
ne sera exigée que pour des
affaires importantes.

J'ai l'honneur de vous
prier, Monsieur le Collecteur,

de vouloir bien me faire savoir.
Si vous verriez des objections
à adopter ces dispositions pour
les Conventions actuellement
pendantes et pour celles à
venir.

Trilley agrien W.
Signed / Clement Thomas,
Gouverneur.
True copy /

A. E. Castlethorpe Stuart.
Ag. Special Agent
7-6-95

Jf

South Arcach
No. 318.

Special Agent's Office
Quadalora June 1895.

From

A. E. Castlethorpe Stuart, Esq.,
Ag. Special Agent
South Arcach

To

The Honourable J. Price
Chief Secretary to
Government, Madras.

Sir,

I have the honour to submit
copy of letter No. 135 dated 29th
May 1895 from His Excellency
the Governor of the French
Settlements in India, relative
to Conventions entered into
between the French and the
English authorities in irrigation
matters, and to request that
Government will be pleased

Vol 4358 67

gave me with its early instructions in the matter therein dealt with.

2. The practice now obtaining with regard to the execution of these documents is that Conventions of minor importance are signed by His Excellency the Governor of French India on the one part and the Collector and Special Agent of South Arcot on the other part as contracting parties. Important Conventions are submitted to Government for ratification. His Excellency the French Governor in the letter under reference enquires whether the Director of the Interior may not, for the reasons set forth by His Excellency, be the delegate of the French Governor in the matter of signing

signing Conventions of an ordinary nature - only the important Conventions being submitted to their Excellencies the respective Governors for sanction.

3. I beg to be informed whether the arrangement proposed by the French Government may be accepted. It appears to be reasonable having regard to the arguments advanced by His Excellency.

I have the honour to be,
Sir,

Yours most obedt. Servt.

A. M. M. M. M.

Ag: Special Agent.

7-6-95

J.

9
435

S/

Look up Treaty of 1814. please.
There is a copy in French ^{Political}
file - I report soon

cmB
21/11/95

SA.

I have looked up the Treaty
of 1814. It says nothing as to
the mode of settling future con-
tinuities between the French &
English fronts in this.

and
5.7.

PUBLIC WORKS DEPARTMENT,
IRRIGATION BRANCH.

Read the following:—

Letter from the Special Agent, South Area
No 318 of 5th June 1895 with Encl. from the
Political Dept. No 1351 dated 11th June 1895.

Note by ~~the~~ Chief Engineer for Irrig. No 108 I.
dated 12th June 1895

FOR ORDERS.

The suggestions of the Governor
of the French Settlements
disapproved.

to
16 June

Encl. 13/6 Colonel R.R.
Joint Secy to Govt. P.W.D.
Irrig. Branch

13 June 1895.

I presume there is nothing in any
Treaty which would forbid this
arrangement being come to. It would
appear to be only a matter for
the greater convenience of the French
Governor - & ought to prevent delay.

to
—

Suggestions of the French
Governor re. signing
of Conventions by his
delegates.

In G.P. 6/7/95
No. 435 Poll.

187

26 6 95

OS 145

Letter from the Special Agent. Santos
Arest No 318 dated 5th June 1895
with Endorsement from the Political
Dept. No 1357. dated 11th June 1895

No 108 J 68

Submitted to Government.

2. The grounds upon which the Governor
of the French Settlement in India
bases the proposed modification
of procedure in the Settlement of
disputes arising regarding Irrigation
matters, and the signing of the
Conventions relative thereto, appear
reasonable, and his suggestions may
therefore be adopted.

Notarized 3
12th June 1895 3

Amedée - Bouché, Colonel. R. E.
Chief Engineer for Irrigation

To

The Joint Secy to Govt. P. W. D.
Irrigation Branch



860
4620 28th June 1895

Transferred to the Political
Dept. [with reference to H.E.
the Governor's remarks d/16
on the accompanying] For order
Sheet

Andra. Archduke
Colonel. R.

Joint Secy & Genl. P.W.
Foreign Branch

Oct 20/95
27th June 1895
Recd } 28th
Step }
M. C. M. M.

WITH ORDER
To The Political Dept
with its list N/1357 d/11-6-95
& Enclosures herewith returned

ORDER d/6th July 1895 N° 435

The arrangement proposed
H.E. The Governor of the French
settlements in India may be
accepted

CS
5.VIII.95
577/95

Special Agent S. Arce
P. in. Dept. (Imp. Branch) II
dispt 20/7/95

Done
6/7